



Près d'unE agentE sur 2 en grève dans le 44

45,5% de grévistes

Avec un taux de grève de 45,5%, les agentEs de Loire Atlantique ont adressé un message clair au gouvernement et à notre ministère.

Défense du service public, défense du statut, revalorisation salariale.

Dans un contexte interprofessionnel de lutte contre les ordonnances «loi travail XXL», les agentEs du département ont majoritairement répondu aux attaques contre la Fonction Publique (**Suppressions d'emplois, gel du point d'indice, institution du jour de carence, non compensation de l'augmentation de la CSG, remise en cause de nos statuts, etc.**)

Ils-Elles ont surtout combattu les 1 648 suppressions d'emplois à la DGFIP en 2018, qui s'ajoutent aux 35 000 déjà vécues dans les services et qui précèdent les dizaines de milliers «promises» par Macron d'ici 2020 !

En 2018 : 1 600 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'Etat, toutes supportées par la DGFIP qui perdra finalement 1 648 emplois !* (*) avec les transferts d'emplois vers des ministères «prioritaires» (armée, justice...), la DGFIP se verra amputer de 1 648 emplois.

Et c'est pas fini !

Les futures suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'Etat d'ici la fin du quinquennat seront de l'ordre de 50 000 !

Toutes supportées par la DGFIP ?

NON

**Nous résisterons collectivement
pour défendre le service public fiscal, comptable et foncier !**

NON

**Nous défendons
la justice fiscale pour une justice sociale !**

NON

Nous exigeons des moyens :

- pour lutter contre une fraude fiscale annuelle de 80 milliards d'Euros
- pour des conditions de travail décentes
- pour une chaîne de travail cohérente
- pour un service public de proximité
- pour une revalorisation de nos rémunérations

Quelques photos de la Manifestation du 10 octobre à Nantes
(8 000 manifestantEs)



**Toujours mobiliséEs !
On lâche rien !**